

Discours de Monsieur le Ministre de l'Economie Nationale

Aujourd'hui la Révolution Algérienne peut faire état de réalisations importantes qui ont contribué tout à la fois à la consolider et à lui donner un contenu réel. Il est bon parfois de faire un retour en arrière pour juger du chemin parcouru. A l'anarchie et au désordre laissés par la puissance coloniale, à l'effritement de l'autorité publique au lendemain de l'indépendance, s'est substitué un Etat organisé, doté d'institutions stables adoptées avec enthousiasme par le peuple.

Notre Administration vidée de sa substance s'est reconstituée peu à peu malgré la faiblesse de ses moyens en cadres. Elle a pu faire face aux tâches essentielles et commencer à maîtriser la marche des secteurs vitaux de notre économie.

Certes des progrès importants restent à accomplir en particulier pour adapter l'appareil de l'Etat aux missions nouvelles que notre orientation socialiste lui impose, et améliorer la qualité des cadres nécessaires à un bon fonctionnement. Enfin la concentration des pouvoirs économiques au sein d'un même département ministériel est venue renforcer l'efficacité de l'administration.

En même temps des bouleversements profonds s'opéraient dans la structure de notre économie. De larges secteurs étaient socialisés et en tout premier lieu l'agriculture riche, rendant ainsi justice aux travailleurs de la terre sur qui ont pesé de tout leur poids l'exploitation coloniale d'abord et les sacrifices de la lutte libératrice ensuite. L'instauration du secteur de l'autogestion rendait toute sa dignité au travailleur agricole désormais maître des fruits de son labeur, pour son bien comme pour celui de la nation. D'autres secteurs de la vie économique sont également passés sous le contrôle direct ou indirect de l'Etat en raison de leur importance dans l'économie nationale. Ce fut le cas des transports ou encore des tabacs et allumettes. [Le Gouvernement est intervenu dans d'autres domaines d'activité pour mettre en autogestion nombre d'entreprises et d'établissements industriels et commerciaux. Il a été guidé en cela par le souci de sauvegarder notre potentiel productif, qui risquait d'être abandonné ou mal utilisé.] Il a également été animé par la volonté de barrer la route aux spéculateurs et à tous ceux qui ont voulu profiter des circonstances pour confisquer à leur profit et à vil prix, des biens qui revenaient à la Nation.]

Dans le domaine de la commercialisation, le Gouvernement a confié à un établissement public le monopole de l'importation ou de l'exportation de nombreux produits. Il a entendu par là mettre fin, sur les biens de large consommation, à l'exploitation du consommateur le plus défavorisé et procurer, en lui assurant une meilleure valorisation de ses productions, un revenu supérieur au paysan. 1

Le fait est qu'aujourd'hui le secteur socialiste est devenu un secteur prédominant dont le poids pèse de façon déterminante sur la vie économique de la Nation.

[Sur un autre plan, le Gouvernement a jugé que notre pays qui se relevait de huit années de guerre devait s'imposer des sacrifices pour pouvoir panser au plus vite ses blessures et secourir toutes les victimes de la lutte de libération. Le train de vie de l'Etat a été réduit à sa plus simple expression, témoignant du souci du Gouvernement d'appliquer d'abord à son administration une austérité nécessaire.]

Je dois ici rendre hommage à notre peuple et en particulier à ses couches les plus défavorisées, qui ont répondu avec enthousiasme à la campagne du Fonds National de Solidarité.

Dans le domaine des relations financières internationales, le Gouvernement est intervenu pour limiter les transferts de fonds à destination de l'étranger. L'Etat ne pouvait tolérer que le pays se vide peu à peu de sa substance et que l'épargne formée par le produit des activités nationales s'expatrie au lieu de concourir sous une forme ou sous une autre à la consolidation de notre économie.

Règlementant les transferts, nous l'avons fait cependant de façon suffisamment souple pour laisser à notre économie le maximum de chances d'un développement ouvert compatible avec notre orientation socialiste.

La perte de la substance de notre économie que nous avons en partie enrayée par la surveillance des transferts, risque de se faire également à travers notre situation intérieure. Et là je voudrais soulever un point très important : celui de la sauvegarde de notre capital productif. Il n'y a pas de doute que ce capital constitué par l'infrastructure, les immeubles, les matériels agricoles, industriels et de transport, les marchés extérieurs, etc. est la condition même, d'abord du maintien d'un niveau de production optimum de l'Algérie et ensuite de son développement. Il est donc la condition de la survie de notre peuple avant d'atteindre les objectifs à moyen et à long terme que fixera notre planification.

Or, nous constatons quelquefois une déperdition silencieuse de ce capital à cause de l'absence de certains amortissements, d'une manque d'entretien de certains immeubles, d'un certain gaspillage du matériel agricole et de certains goulots d'étranglement empêchant de mettre en valeur des matériels existants.

Il nous faut combattre vigoureusement cette tendance à la négligence de l'amortissement et de l'entretien du capital car il faut à tout prix éviter le désinvestissement qui est en soi un phénomène de régression, et qui risque de faire fuir sous nos pas la matière économique alors que les besoins de notre peuple ne feront qu'augmenter.

Certes, la solution de ce problème urgent repose sur les considérations d'ordre technique et organisationnel touchant aussi la qualification professionnelle de nos travailleurs. Mais il y a aussi dans la solution un aspect de civisme, de militantisme et

de morale socialiste et cet aspect est accessible à tous, sauf aux saboteurs conscients ou inconscients de notre économie nationale.

Il faut que les travailleurs et les responsables des secteurs publics socialistes et privés veillent jalousement au capital productif comme à la prune de leurs yeux.

Pour ce qui est des relations économiques et commerciales extérieures, l'Algérie est entrée d'un pas ferme dans le cercle des nations du monde. Depuis un an, de nombreuses délégations se sont succédées à Alger pour conclure avec nous des accords de coopération économiques et des accords commerciaux. La multiplication de ces accords traduit la volonté de notre Gouvernement de nouer de bonnes relations avec tous les pays et de diversifier ses échanges, matérialisant ainsi chaque jour davantage son indépendance économique, sans nuire à ses relations avec la France.

Les conquêtes de notre Révolution s'inscrivent dans le contexte de l'économie algérienne héritée de la période coloniale : une Algérie sous-développée, au climat difficile, soumise à une forte croissance démographique, faiblement administrée et dont l'économie n'était ni unifiée ni indépendante de l'étranger.

Certaines de ces caractéristiques sont essentielles à rappeler pour expliquer comment les conquêtes de la Révolution peuvent être des étapes du socialisme tel que nous le voulons.

Notre agriculture pèse d'un poids important dans l'économie aussi doit-on éviter le désordre de peur d'affecter l'ensemble de la vie économique.

Dans l'agriculture et hors de l'agriculture coexistent un secteur moderne tourné vers l'étranger et un secteur traditionnel appauvri, et ce dualisme se retrouve aussi entre régions, l'habitant de Batna ayant neuf fois moins de revenu que celui d'Alger. Le résultat c'est que, en particulier dans l'agriculture une minorité d'Algériens vivent dans le secteur socialiste moderne et une grande majorité dans le secteur traditionnel. Notre socialisme ne saurait ignorer la masse des déshérités et se borner à bien gérer le secteur moderne confisqué au colonat.

Le secteur traditionnel est à l'origine du sous-emploi qui caractérise notre économie. Dans les campagnes, le fellah ne donne à la terre que 200 jours par an alors qu'il pourrait en donner au moins 250. Dans les villes on peut estimer qu'un travailleur sur deux est en chômage. Cette situation est accentuée par la croissance démographique qui atteint 2,8%. Cela signifie que l'Algérie aura plus de 16 millions d'habitants en 1980 et ne disposera plus que d'un demi-hectare cultivable par habitant. Cette situation a deux effets, d'une part elle veut qu'aucun choix politique et économique ne soit décidé aujourd'hui sans la conscience claire de ses conséquences de demain; nous ne sommes pas seulement responsables vis-à-vis des Algériens d'aujourd'hui mais vis-à-vis des Algériens qui seront là dans 20 ans. En d'autres termes, ce n'est pas seulement pour les pauvres d'aujourd'hui qu'il faut travailler mais aussi pour les pau-

vres de demain. D'autre part, l'ampleur du sous-emploi doit être à la fois considérée comme imposant une tâche d'une difficulté exceptionnelle, et comme un atout non moins exceptionnel. Fournir 400 millions de journées de travail aux fellahs et 70 millions aux chômeurs des villes c'est une entreprise qui exige des solutions révolutionnaires : mais quel réservoir d'énergie pour réaliser l'équipement des campagnes et en particulier des régions les plus déshéritées.

Mais un autre obstacle se dresse devant nous : le manque de cadres. Avec le départ des Européens, 80% des anciens cadres sociaux et économiques ont quitté l'Algérie, alors qu'ils suffisaient tout juste à assurer l'administration moderne d'un Etat libéral dans les zones développées à forte concentration de population européenne. Les besoins ont augmenté maintenant que l'Etat prend des pouvoirs de plus en plus grands et pourtant les Algériens susceptibles de recevoir immédiatement des responsabilités administratives, techniques en particulier, sont en nombre limité. Derrière eux, se tient la masse de notre peuple qui est analphabète à 85%. Cette caractéristique impose un effort immense de formation mais aussi l'utilisation optimum des cadres algériens, qu'ils soient du secteur privé ou public. Elle exige aussi le recours à une assistance technique nombreuse. Cette dernière conséquence met l'accent sur un dernier aspect de notre économie que nous avons héritée de la période coloniale.

La liaison entre l'économie algérienne et l'économie française est étroite dans de nombreux domaines. Par les quantités qu'elle exporte sur le marché français et par les conditions de ces exportations, par les quantités qu'elle importe de France et par l'orientation des circuits commerciaux vers le marché français, l'économie algérienne est dépendante de l'économie française. Cette situation de dépendance est renforcée par les caractéristiques de l'équipement, originaire de France, qui exige de commander dans ce pays des équipements complémentaires et les pièces de rechange dans les secteurs anciennement existants. L'assistance technique, plus souvent originaire de France, la diffusion de la langue française qui facilite la formation de cadres algériens en France, les courants traditionnels de l'immigration algérienne en France sont à l'origine d'autres dépendances. Il est vrai que chacune d'elles engendre les avantages tels que les prix élevés des produits algériens vendus en France, etc. . ou l'effort de formation de cadres qui peuvent être utilisés pour construire l'indépendance économique du pays. Mais une telle tâche n'est concevable que dans le cadre du socialisme.

Nous avons choisi le socialisme et rejeté le capitalisme comme méthode de développement.

Celui-ci, nous dira-t-on, a permis le développement des pays d'Europe occidentale. C'est vrai, mais ce développement a été lent et il n'a été possible qu'au prix du sacrifice des classes les plus défavorisées. Or, huit années de guerre ainsi que

les contacts avec des modes de vie moderne nous incitent à rejeter cette lenteur et cette répartition injuste du fardeau du progrès, désormais incompatibles avec la conscience de notre peuple.

Le capitalisme, outre ses lenteurs et ses injustices inévitables accentuerait notre dépendance à l'égard de l'extérieur, aggraverait le dualisme économique entre le secteur traditionnel et le secteur moderne, renforcerait les disparités régionales.

Ainsi, la raison de notre économie rejoint le sentiment issu du cœur de notre peuple qui a choisi le socialisme pour des raisons idéologiques.

Idéologiquement, le socialisme algérien puise ses sources au plus profond des aspirations populaires que le choc du colonialisme et la lutte de libération ont fait naître et préciser dans leur contenu. Réaliser une économie plus progressive, plus démocratique, plus juste et plus libérée, tels sont les buts politiques et idéologiques du socialisme algérien tel qu'il a été esquissé par le programme de Tripoli et tel que nous avons à le préciser maintenant.

Pour cela le socialisme algérien doit créer les conditions d'un développement accéléré par un changement radical de nos structures économiques, sociales et mentales, qu'il s'agisse des structures sociales ou des structures traditionnelles, qui constituent un obstacle à notre progrès économique.

Il doit délibérément remettre entre les mains du peuple, de ses travailleurs et de ses paysans, de son Etat, les moyens de production de la Nation. Il doit donner satisfaction aux besoins essentiels, matériels et culturels du peuple, surtout dans les régions les plus défavorisées, en assurant une meilleure distribution des richesses du pays. Il doit enfin briser l'emprise étrangère sur les secteurs vitaux de l'économie algérienne.

Le socialisme se doit donc de promouvoir rapidement l'équipement agricole et industriel, seul capable à long terme de mettre en valeur la force de travail du peuple, la richesse du sol et celle du sous-sol algérien; il se doit de promouvoir rapidement l'indépendance économique du pays en intégrant les différentes unités économiques les unes aux autres et en les dotant d'un comportement national solidaire. Nous nous consacrerons en priorité aux réalisations qui sont les plus capables d'engendrer cette solidarité nationale et de valoriser les productions déjà existantes. Et tout cela, nous voulons le réaliser au moindre coût pour le peuple, en utilisant au mieux les concours extérieurs, sans perdre de vue l'objectif final et l'ordre de priorité qui y mènera le plus rapidement.

Notre politique économique reposera d'abord sur un trait commun à tous les socialismes : la planification ; celle-ci exige une pensée économique directrice cohérente, capable de concevoir l'adaptation permanente des situations et des moyens disponibles

aux objectifs poursuivis. Seule la planification permet la recherche et la réalisation d'un certain nombre d'équilibres nécessaires à notre indépendance et à notre croissance économique : équilibre entre la consommation et l'investissement, équilibre entre les investissements productifs et improductifs, équilibre entre les dépenses d'équipement et les dépenses de fonctionnement.

Seule la planification permet de rendre cohérents nos objectifs (en particulier la priorité à donner au secteur socialiste) et les moyens dont nous disposons, permettant d'éviter le gaspillage que peut entraîner la concurrence.

Notre planification en ce qui concerne la production ne peut être que souple à l'égard du secteur privé qu'elle conviera à des examens périodiques de la situation afin de le soumettre de plus en plus aux indications de la conjoncture nationale. Elle sera impérative dans le secteur socialiste sans exclure cependant le recours à des formes contractuelles de réalisation de certains objectifs de production.

Aux entreprises, la planification devra imposer des modifications à l'égard de la main-d'œuvre, de l'objet de la production, du choix des débouchés, de l'emploi des bénéficiaires. Cette modification de comportement est plus importante à nos yeux que le statut juridique de l'entreprise.

A l'étape actuelle, la socialisation des moyens de production ne doit pas être considérée comme une fin en soi mais comme la voie qui doit effectivement permettre d'accélérer notre développement et notre libération.

Autrement dit, nous voulons des entreprises qui forment la main-d'œuvre nationale, participent à l'effort de diversification du commerce extérieur en prospectant de nouveaux marchés, réinvestissent le produit de leur activité. Nous voulons des entreprises qui se soumettent aux orientations nationales après avoir été conviées à les discuter à la demande des services de planification.

Notre planification sera démocratique et cela constitue le deuxième trait du socialisme algérien qui assurera l'association des masses.

Cette association a un double sens : explication du plan et de la politique économique aux masses, présence de leurs représentants dans les institutions économiques et financières.

Ces deux actions exigent que nous formions rapidement au sein de la masse paysanne des animateurs qui, grâce à la confiance de leurs milieux, seront aptes à la fois à intégrer les masses à l'action gouvernementale et à infléchir celle-ci au contact des réactions populaires. L'association des masses n'est possible que dans le cadre d'une planification qui dé terminera les thèmes d'explication et d'action les plus importants. Cette association permettra sans supprimer l'aspect démocratique de notre révolution, de mobiliser le travail des masses.

Notre principale richesse, c'est le peuple, c'est la force de travail des Algériens actuellement sous-employés. Notre objectif final, c'est une nation fortement industrialisée grâce à des ressources minières et énergiques, aux possibilités de notre marché extérieur, à la proximité des marchés européens.

Ce n'est cependant pas de l'industrialisation que nous pouvons attendre dans un premier temps le remède au sous-emploi massif qui caractérise notre pays ; chaque poste de travail coûte trop cher. Ce n'est pas d'elle que nous pouvons attendre le surcroît de produits agricoles dont nous avons besoin pour nourrir décemment notre peuple.

D'autre part, l'industrialisation sans planification peut avoir pour effet de donner une base matérielle à la constitution d'une classe bourgeoise par transfert de valeurs d'un secteur agricole moderne vers un secteur industriel non contrôlé totalement ou complètement par l'Etat.

Donc, consacrons nos capitaux à créer des usines : c'est indispensable, mais utilisons nos travailleurs sous-employés, en attendant qu'ils y trouvent un emploi, à créer des équipements agricoles dans les régions les plus défavorisées : défrichement de nouvelles terres, irrigation, pistes d'intérêt économique, défense et restauration des sols avec plantation fruitière, etc..

Chaque millier de journées de travail ainsi utilisées permettra, lorsque le chantier sera terminé, donner un travail normalement rémunéré à un fellah de plus.

Mais nous ne serons efficaces que si nous savons choisir les travaux que nous ferons exécuter. Si certains de nos chantiers ont desherbé des rues, ont refait des routes, ou même construit des maisons, lorsqu'ils fermeront, il n'y aura pas un travailleur employé en plus.

Nous ne serons efficaces que si notre action est massive. La lutte contre le chômage doit être à l'échelle du mal : 470 millions de journées de travail à fournir par an. Même si nous n'y arrivons pas immédiatement, il faut que nous en trouvions une centaine de millions c'est-à-dire que nous créions des chantiers efficaces pour 500.000 personnes. Chaque année des emplois permanents seraient alors créés pour une centaine de milliers de travailleurs. Cela n'est possible que si les travaux ne coûtent pas trop cher ; autrement ces travaux nous empêcheraient d'industrialiser ou de construire les écoles ou les hôpitaux dont nous avons besoin. Notre effort ne sera rentable que si nous employons sur nos chantiers que du petit matériel et si nous nous contentons de nourrir les travailleurs sans pouvoir vraiment leur donner un salaire. Ceci exige l'institution d'un service civil qui frappera les travailleurs en chômage d'un certain âge. Grâce à eux, et à leur effort, quasi analogue à ce que l'on demande aux conscrits, des emplois permanents normalement rémunérés seront créés qui enrichiront plus particulièrement les régions défavorisées.

Faisant appel au sacrifice momentané des travailleurs n'ayant pas d'emploi, la mobilisation du travail implique l'austérité de tous et plus particulièrement des jeunes dénués de responsabilité familiale mais qui ont du travail. Le service civil s'exprimera pour les uns par un travail très faiblement rémunéré et pour les autres par un prélèvement fiscal très important.

Cette mobilisation du travail ne sera spécifiquement algérienne que si nous savons persuader les masses de sa nécessité et obtenir leur adhésion.

Ce respect de la dignité du travail est déjà un aspect du caractère humaniste de notre socialisme.

Car, notre socialisme est d'abord l'héritier des valeurs traditionnelles de notre peuple. Ces valeurs, ce sont celles qui auraient été les nôtres si le patrimoine culturel et spirituel de l'Algérie avait pu évoluer librement depuis 150 ans. Toutes les valeurs traditionnelles si elles sont capables de promouvoir l'amélioration des conditions de vie du peuple, nous les faisons nôtres et en particulier celles qui ont été héritées de l'Islam.

Si elles en sont incapables, ce ne sont plus nos valeurs mais la nostalgie du passé dont le programme de Tripoli affirmait « **qu'elle était synonyme d'impuissance et de confusion** »

Dans ce cas, le socialisme ne craindra pas de reconnaître, comme il l'a déjà fait, que certaines structures traditionnelles, sociales, familiales ou mentales constituent des obstacles au développement et accepter donc lucidement la nécessité de leur suppression. Ce sera d'autant plus facile que notre critique du passé n'est pas systématique.

Notre socialisme est aussi le continuateur de tous les mouvements révolutionnaires du monde. Il ne craint pas de tirer des enseignements de la révolution française, de la révolution russe, des révolutions chinoise et cubaine et il est favorable aux échanges internationaux des hommes et des idées. Cette ouverture sur l'extérieur et cette tolérance à l'égard des patrimoines culturels étrangers à l'Islam sont indispensables à l'exercice de la vocation africaine de l'Algérie.

Enfin, cet humanisme algérien exige que le socialisme fasse effort pour bannir les excès de la bureaucratie et éviter que face à un revenu moyen stagnant, seuls les revenus des cadres augmentent. Il devra obtenir que les organisations de masse (en particulier les organisations syndicales) ne soient pas seulement des organismes d'encadrement, transmettant à leurs membres les consignes du pouvoir, mais aussi des mouvements capables de refléter auprès de celui-ci leurs aspirations et leurs besoins comme l'a fait récemment le congrès de l'autogestion.

Mais l'Algérie, tendue dans l'effort vers le développement et dans laquelle les travailleurs susceptibles de se syndiquer pa-

raissent des privilégiés parce que pourvus d'un emploi stable, ne peut se permettre le luxe d'un syndicalisme de pure revendication.

Confiant dans les masses, réprouvant les excès possibles de l'autoritarisme, notre pays répugne à un syndicalisme d'enca-drement et se rallie à un syndicalisme qui effectivement, et dans les deux sens, joue le rôle de relais entre le pouvoir et les masses.

C'est dans ces aspects que le socialisme, technique de déve-loppement fondé sur la planification, la mobilisation du travail et l'association des masses est aussi une manifestation d'un hu-manisme qui constitue une des qualités les plus profondes du peuple algérien.

Notre révolution solidement implantée, nos institutions raf-fermies et stabilisées, notre socialisme concrétisé dans le réel, c'est aujourd'hui le moment de faire un retour sur soi, de me-surer le chemin parcouru et, à la lumière de l'événement, pré-parer une nouvelle étape de notre révolution capable de l'enri-chir et de la consolider. Maintenant que nous dominons mieux nos problèmes, que nous connaissons davantage notre réalité, que notre révolution est assise, il est de notre devoir de mieux mesurer nos actions en fonction des difficultés que nous avons rencontrées et des obstacles qui restent à surmonter.

Ces obstacles résident d'abord dans le manque de cadres, car il n'y a pas de socialisme sans cadres nombreux et expéri-mentés. Comment en effet accélérer le développement, mobili-ser les masses et faire prendre des responsabilités importantes à l'Etat.

Les cadres supérieurs doivent être formés à partir d'un ni-veau culturel général qui, sauf exception, exige que le futur cadre ait bénéficié d'une scolarité prolongée. Or le taux d'analphabé-tisme excède en Algérie 85% et l'on ne peut considérer que c'est une séquelle du passé qui se résorbera automatiquement puisque 50% à 65% de la population scolarisable n'est pas scolarisée. Un garçon sur 25 et une fille sur 100 susceptibles de bénéficier de l'enseignement secondaire en bénéficient effectivement. La for-mation professionnelle est aussi insuffisante avec ses 5.000 diplô-més annuels.

Les difficultés d'une scolarisation rapide, dont personne ne niera l'existence, ne peuvent être surmontées immédiatement. Il convient donc de savoir reculer la période où les besoins énor-mes en cadres apparaîtront à la suite de la prise en charge de l'ensemble de l'économie par les pouvoirs publics. Il ne serait pas pensable en effet de confier la vie de notre socialisme à une as-sistance technique massive.

Ces obstacles résident en second lieu dans la faiblesse du secteur socialiste qui ne joue pas encore tout le rôle économique qui devrait être le sien, compte tenu de son importance. Cela parce qu'il est insuffisamment encadré. Sa gestion est encore loin

de donner toute satisfaction. Ses unités de production, insuffisamment organisées et insuffisamment encadrées par des institutions étatiques ou coopératives, ne s'insèrent pas dans les circuits économiques et financiers qui de surplus, étant organisés sur un mode capitaliste, les rejettent et les asphyxient.

Ces obstacles résident également dans la vulnérabilité extérieure de l'économie algérienne. Le commerce extérieur tient une part beaucoup trop importante dans le produit intérieur. encore plus importante dans le produit intérieur socialiste tourné vers l'exportation, et l'équilibre de nos échanges sera d'autant plus fragile que nous accentuerons notre effort d'équipement. Nos exportations sont handicapées par les coûts de production très élevés par rapport aux autres pays méditerranéens.

Ces obstacles tiennent enfin à la vulnérabilité financière de notre économie. L'équilibre de nos finances extérieures a été conditionné jusqu'à ce jour par l'aide extérieure que notre pays reçoit. Nos finances publiques internes ne sont pas encore consolidées alors que l'Etat doit chaque jour faire face à des besoins nouveaux inévitables.

Face à ces contraintes, il s'agit pour nous, et selon le mot de notre Président, de **« consolider l'acquis tout en continuant à œuvrer à de nouvelles réalisations qui soient aussi des conquêtes pour le peuple et des progrès dans l'édification du socialisme »**.

Nous nous méfions de ceux qui acceptent pour définitives les contraintes économiques en niant la puissance révolutionnaire de notre peuple comme de ceux qui, au nom d'un purisme révolutionnaire, voudraient tout faire et partout à la fois, oubliant que le socialisme ne se construit pas sur des mots mais par une action constante sur des situations concrètes. **Il nous faut constamment nous garder à la fois de l'esprit de précipitation et de l'esprit de temporisation qui tous deux méprisent les données objectives de la réalité nationale, l'un parce qu'il les ignore, l'autre parce qu'il ne les analyse pas à l'aide d'une pensée doctrinale. A l'un comme à l'autre, il nous faut opposer la fermeté doctrinale dictée par les aspirations profondes de notre peuple et le réalisme économique inspiré par les conditions objectives de notre situation.**

L'esprit de précipitation est le fait des «subjectivistes» dont le programme de Tripoli dénonçait **« la tendance à l'approximation, à la paresse intellectuelle et la tendance à idéaliser la réalité »**. Ils voudront ignorer le manque de cadres et proclameront qu'il est facile de le combler. Ils ne se rendront pas compte que les décisions prises au centre doivent faire l'objet d'une préparation technique et être convenablement transmises, expliquées et appliquées.

Ils oublieront que l'effort national doit porter sur toutes les régions du pays et profiter à toutes les couches sociales sans omettre en particulier nos paysans des zones les plus pauvres. Ils réclameront des bouleversements rapides dans nos relations

économiques et financières extérieures sans se rendre compte qu'il nous faut au préalable renforcer notre économie interne pour affronter sans risques graves de telles mutations et éviter ainsi le recours aux expédients.

A ceux qui prônent le mouvement pour le mouvement nous disons qu'il faut, pour être sûr d'avancer, terminer le premier pas avant d'en commencer un second. Face à ceux qui sont impatients de voir l'Etat tout gérer, nous devons répondre qu'il faut d'abord donner à l'Etat les moyens de cette gestion. Avant d'assurer aux masses la prise en main totale de l'économie, il nous faut les organiser, former les hommes de l'économie, il nous faut les organiser, former les hommes aux responsabilités nouvelles. Dans la lutte contre le capitalisme et le néo-colonialisme, il ne faut à aucun moment oublier qu'ils tirent leur force principale du déséquilibre, de la désarticulation et de la dépendance de notre économie et que c'est en s'attaquant à ce déséquilibre, à cette désarticulation et à cette dépendance dans leurs racines structurelles que le socialisme les combattrà le mieux. Conscient de sa force révolutionnaire et de la confiance des masses, notre socialisme peut rejeter sans hésitation l'agitation stérile comme méthode de gouvernement.

A l'appui l'esprit de temporisation sera le fait des éléments opportunistes alliés du moment et sans doctrine du socialisme.

A l'inverse de ces « subjectivistes », les opportunistes constateront le manque de cadres pour en tirer des conclusions négatives. Prônant le recours massif à l'assistance technique, ils se soucieront peu de faire en sorte que celle-ci prépare son départ en formant des nationaux et s'en tiendront aux méthodes classiques de formation niant les possibilités immenses que recèle un peuple peut-être analphabète mais riche d'une expérience humaine. Ils proposeraient de limiter à son niveau actuel le volume du secteur socialiste sans se soucier de son organisation et de sa consolidation. Assurés des facilités que nous offrent la zone franc et son marché, ils négligeraient de réformer le comportement des exportateurs et importateurs et par conséquent la prospection peut-être lente mais sûre de nouveaux marchés. S'endormant sur ces facilités, ils laisseraient se perpétuer et s'aggraver la dépendance économique. Incapables d'assurer une maîtrise immédiate et totale de l'économie, ils feront appel au capitalisme sans chercher à lui imposer des changements.

A ceux qui acceptent de subir l'événement et choisissent la ligne de plus grande facilité, nous dirons que notre peuple est capable par l'effort et l'analyse de modifier fondamentalement le déséquilibre structurel de notre économie. A ceux qui seraient tentés par l'inertie ou le réformisme social, nous montrerons que la stagnation ne fait qu'aggraver les contradictions de notre économie et mener à la régression. C'est en agissant sur ces contradictions que nous briserons nos chaînes et amorcerons notre développement.

A toute forme de temporisation, le socialisme algérien opposera la rigueur de ses principes, une conscience claire des buts qu'il s'est assignés et une volonté arrêtée de les atteindre, parce qu'il s'appuie sur une pensée doctrinale ferme, mais aussi parce que réaliste, il s'avance prudemment sans négliger les concours extérieurs et l'appui du secteur privé mais au contraire les utilise pour s'affermir et pouvoir s'en passer un jour. Il se fera parce que tous les enfants de ce pays sont conviés, pour le bien de notre peuple, à cette entreprise exaltante.

C'est qu'en effet, les obstacles à une socialisation immédiate et totale imposent la nécessité d'une phase d'organisation qui, à l'encontre de l'opportunisme, marquera des progrès importants vers le socialisme pas sa fidélité doctrinale aux principes de notre révolution, mais à la différence du subjectivisme se refuse à la réalisation d'un socialisme verbal et caricatural.

J'ai eu l'occasion de le dire, l'irréversibilité du socialisme réside moins dans sa généralisation que dans la consolidation des conquêtes importantes que nous avons réalisées.

Le socialisme ne triomphera que s'il assure lui même les tâches de la révolution démocratique et populaire, faites dans d'autres pays par la classe bourgeoise mais que nous ferons ici en soumettant leur réalisation au contrôle politique des représentants du peuple, des classes les plus défavorisées.

✕ La fidélité du socialisme de la phase d'organisation à notre doctrine réside dans la lucidité de ses analyses telles que le programme de Tripoli les évoque : « L'édification d'un Etat moderne et l'organisation d'une société révolutionnaire imposent le recours à des méthodes et critères scientifiques dans la théorie et dans la pratique. La conception et l'exercice de la responsabilité politique doivent s'appuyer sur l'analyse objective des faits et l'appréciation correcte des réalités. Ce qui suppose, aussi, un esprit de recherche rationnelle et un effort de prospection concrète ».

Fondée précisément sur cette analyse objective des faits et l'appréciation correcte des réalités, la phase d'organisation aura pour tâche d'assurer la consolidation du secteur socialiste, son rôle de secteur-pilote et de secteur dominant de l'économie et l'indépendance nationale seule capable de lui donner des fondations solides, en assumant les contradictions économiques pour mieux les dominer par l'utilisation optimum de toutes les ressources disponibles en vue du développement économique rapide du pays.

L'esprit de la phase d'organisation dans laquelle nous rentrons, c'est d'abord la formation politique des masses dans le domaine économique.

Nous voulons expliquer systématiquement la vérité aux masses même si cette vérité est dure à entendre : un niveau élevé de rendement doit être partout maintenu ou instauré. On ne construit que dans l'ordre, et les efforts des masses sont trop pré-

cieux pour que des féodalités administratives, le bureaucratisme ou simplement l'anarchie, les gaspillent.

L'esprit de la période d'organisation, c'est en conséquence le besoin d'ordre.

La réorganisation devra tout d'abord se faire sentir dans le secteur socialiste qu'il s'agit de consolider.

Cette consolidation consistera dans la restauration d'autorités responsables et techniquement compétentes qui soient capables d'obtenir au profit du peuple la productivité que les capitalistes obtenaient. Elle consistera dans l'organisation des approvisionnements du secteur socialiste, en particulier dans l'agriculture et dans celle de la commercialisation des produits à des prix normaux. La consolidation du secteur socialiste exige aussi que les problèmes de financement soient résolus et que l'on détermine rapidement une politique de l'investissement, des revenus et de la fiscalité de ce secteur. Ce faisant, la consolidation du secteur socialiste obéira aux exigences de la productivité, communes à tout régime qu'il soit capitaliste ou socialiste : **division du travail, autorité et responsabilité, contrôle.**

Mais elle suivra les exigences de l'association des masses pour concrétiser rapidement l'autogestion dans le secteur socialiste et la cogestion dans le secteur privé. Cette cogestion respectueuse de l'autorité doit permettre, en éduquant les travailleurs, de mettre fin à la propriété privée au terme de la phase d'organisation.

La réorganisation doit aussi être celle des circuits commerciaux. Elle doit avoir pour objet de diminuer les marges bénéficiaires des intermédiaires, rationaliser certains circuits de distribution, de créer les conditions d'une intervention publique sur les relations commerciales extérieures et sur la valorisation intérieure des produits nationaux. Cette action est essentielle à la planification, à la réalisation de l'indépendance économique et à l'amélioration des conditions de vie du peuple.

Dans le domaine du commerce d'importation et d'exportation chaque secteur devra être longuement étudié et contrôlé et faire l'objet avant la fin de la période d'organisation mais lorsque les cadres adéquats auront été formés - de mesures de socialisation secteur par secteur.

Dans le domaine du commerce portant sur les facteurs de production, une action immédiate en faveur de la sous-traitance doit être entreprise. Il faut que chaque secteur de l'économie algérienne achète de plus en plus aux autres secteurs mais que chacun fasse effort pour pratiquer des prix comparables à ceux de l'étranger.

L'organisation des marchés de l'Etat est à l'étape actuelle l'une des mesures essentielles d'application de la politique économique socialiste du Gouvernement.



La centralisation, la normalisation et le contrôle de ces marchés permettra :

— d'utiliser au maximum le potentiel industriel de la nation, en premier lieu celui du secteur socialiste;

— de dégager des possibilités essentielles nouvelles, immédiatement applicables.

Dans le domaine du commerce de détail dans les campagnes, des mesures doivent être prises en faveur du monopole commercial accordé à des coopératives. C'est possible en raison du faible nombre des produits commercialisés et c'est nécessairement en raison de la faiblesse du niveau de vie des masses rurales, de l'absence de concurrence entre les commerçants et des difficultés de contrôle de la part des pouvoirs publics.

C'est aussi nécessaire pour répandre dans le secteur traditionnel les biens nouveaux les plus adaptés à un niveau de vie très faible mais que la période d'organisation entend accroître, élargissant ainsi le marché intérieur. Mais le contrôle de l'Etat doit suivre ces actions car il est inconcevable que l'intrusion de l'économie de marché en milieu rural se traduise par le grugeage systématique des paysans.

En milieu urbain l'Etat favorisera aussi la constitution de coopératives de commerçants qui ne peuvent être que bénéfiques pour les intéressés eux-mêmes et constituera avec ces coopératives des sociétés d'économie mixte d'approvisionnement sectorielles. Il luttera contre toutes tentatives de spéculation en organisant des réseaux étatiques, témoins de distribution, et en éduquant systématiquement les consommateurs.

La réorganisation doit s'étendre aux finances publiques et au crédit ainsi qu'aux aspects économiques des transports, des domaines culturels et sanitaires. Elle ne doit pas oublier non plus l'administration locale dont les finances doivent être assainies et les structures centrales d'intervention économique qui doivent être consolidées et dont la cohérence doit être accrue.

L'esprit de la période d'organisation, c'est encore, afin de préférer des progrès constants de notre socialisme, l'acceptation d'un rôle actif, mais limité dans le temps et dans son contenu, du secteur privé national et étranger. C'est aussi la reconnaissance de relations particulières avec la France, également limitées dans leur contenu et dans le temps.

Le manque de cadres nous impose la survivance d'un secteur d'activité fondé sur la propriété privée des moyens de production et sur le rôle moteur du profit.

Certes nous avons dépossédé des spéculateurs car c'est une question de morale révolutionnaire. Maintenant que le passage de la fonction coloniale à l'indépendance est réalisé, les critères de fonctionnement économique des entreprises sont primordiaux. Nous sommes confrontés aux problèmes les plus grandioses :

industrialiser le pays et mettre en valeur d'immenses ressources minérales et énergiques, gérer au mieux des intérêts de notre peuple un énorme domaine agricole, transformer les conditions de production de millions de fellahs. Et on exigerait que nous gérons des cafés, des salons de coiffure de luxe ou autres ?... Non. Que ces artisans, ces commerçants, ces petits entrepreneurs indispensables à la vie de nos concitoyens soient tranquilles !

Aux entreprises plus importantes, nous leur demandons de nous aider à progresser vers le socialisme, et si elles l'acceptent nous les rassurons.

Elles doivent concourir à créer les conditions objectives de notre socialisme. Cela signifie un comportement favorable à l'association des masses par une cogestion raisonnable qui sauvegarde l'autorité mais prépare les militants à prendre ultérieurement des responsabilités, un comportement favorable à la formation de cadres nationaux, un comportement favorable à l'indépendance nationale par la valorisation des produits nationaux, par la prospection de marchés étrangers nouveaux et par un réinvestissement partiel des profits.

Dans ce cas, nous les rassurons : nous ne tenons pas à les nationaliser. Bien sûr, nous avons l'intention de créer un secteur industriel public. En particulier nous voulons que les industries dont dépend directement le sort de nos paysans soient publiques : sucreries ou filatures de coton qui doivent passer des contrats de culture avec des milliers de fellahs. De même, nous voulons que les industries-clés qui commandent l'industrialisation telles que la grosse mécanique, le soient aussi. Mais nous admettons par ailleurs un secteur privé et un secteur semi-public.

Nous souhaitons un secteur semi-public fondé sur l'association de l'Etat algérien avec des groupes industriels étrangers qu'ils soient eux-mêmes nationalisés, tel que Renault, ou privés. Nous voulons de tels contrats à condition qu'ils respectent cette marche vers le socialisme que je viens d'évoquer : apport technique, ouverture de marchés étrangers, fabrication et non montage seulement, formation professionnelle

En échange d'assurances précises, nous apportons du capital et des avantages importants dont le marché administratif et celui du secteur socialiste ne sont pas les moindres.

Nous souhaitons aussi un secteur privé qui nous apporte ou qui maintienne ici les cadres dont nous avons besoin. Et s'il se conforme à ce que nous attendons nous le rassurons, j'ai dit comment.

Nous savons qu'une entreprise privée cherche un profit, nous savons aussi qu'elle a besoin de sécurité et d'ordre pour investir, accroître la production et comprimer ses prix de revient, qui en Algérie, sont souvent trop élevés.

Eh bien, le profit nous sommes d'accord pour qu'elle en rapatrie une assez grande partie, le contrôle des transferts ne doit

rien changer aux dispositions que nous avons déjà adoptées dans le code des investissements.

L'Ordre ? Notre peuple y aspire et jamais il ne soutiendra l'agitation sociale systématique. Il sait qu'un minimum d'autorité est indispensable et l'admet si elle respecte la dignité du travail et est conforme à l'intérêt national. La sécurité ? Nous sommes prêts à garantir la propriété privée pendant une période de temps qui permettra aux capitalistes une politique économique et financière. Dans un peu de temps nous expliquerons les modalités de ces garanties. Et dans les cas que nous venons d'évoquer où une nationalisation est indispensable à l'intérêt national, les formules d'indemnisation tiendront compte des efforts les plus récents pour accroître l'activité ou le potentiel de production.

Nous avons montré, je crois, qu'en faisant tout cela nous ne renonçons pas le moins du monde au socialisme. Mais nous ne pouvons pas tout réaliser en même temps et pendant que nous le préparons, la vie économique ne peut s'arrêter sans nous arrêter nous-mêmes.

Au terme de la période d'organisation qui exigera du temps, le secteur privé disparaîtra, mais en attendant nous l'entourerons de vigilance et non de suspicion. Il peut servir le socialisme s'il prépare peu à peu les conditions de sa disparition .

Cela ne veut pas dire d'ailleurs que nous resterons les bras croisés face à ceux qui veulent saboter nos efforts. Nous interviendrons dans le secteur privé pour sanctionner ceux qui s'opposent à la remise en marche de l'économie. Notamment par l'intervention des Commissaires du Gouvernement, dans les entreprises qui refusent l'effort pour le redressement .

Il en est de même de nos relations avec la France.

Nous sommes prêts à reconnaître la réalité en maintenant à la France une position particulière pendant la phase d'organisation.

La mise en valeur des richesses du sous-sol saharien constitue aux yeux de l'Algérie un des facteurs essentiels de son développement. Elle peut en même temps être une des bases essentielles de la coopération franco-algérienne. Il faut pour cela que les situations anachroniques soient dépassées pour rechercher des perspectives à long terme fondées sur des relations mieux équilibrées.

— L'Algérie ne peut demeurer le classique marché colonial exportateur de matières premières brutes. Que ce soit le gaz, le pétrole ou les produits miniers.

Notre tarif douanier peut être plus favorable à l'égard des produits français qu'à l'égard des autres produits étrangers. Un régime privilégié des transferts peut être maintenu au sein de la zone franc.

Mais si nous acceptons de bonne grâce ces préférences c'est parce que nous les jugeons réalistes et tolérables, et qu'elles sont la contre-partie d'une aide financière importante et de débouchés avantageux. Mais nous les voulons passagères et les avantages qui les compensent doivent être utilisés pour les faire disparaître.

Ceci étant, des accords à contenu précis et réfléchi doivent être signés avec les autres pays que la France, qu'il s'agisse des pays africains, arabes, socialistes ou de l'Europe.

Des accroissements de droits de douanes ou des prohibitions doivent être décidés chaque fois que des raisons précises les légitiment. Les surpris obtenus de la France doivent servir à consolider notre économie et à conquérir d'autres marchés étrangers. D'autres aides étrangères doivent être recherchées chaque fois qu'elles ne seront assorties d'aucune condition politique. En un mot, sans remettre en cause le principe de la coopération préférentielle, il faut en bannir les conséquences économiques irrationnelles et en préparer techniquement la disparition et son remplacement par une coopération amicale égalitaire.

La période d'organisation, c'est, enfin, une planification incomplète tant dans son objet que dans ses modalités, mais qui amorce la planification, base du socialisme.

Actuellement, notre planification n'est pas scientifique, mais elle le deviendra, peu à peu, pendant la période d'organisation.

Nous sommes obligés pour l'instant d'entreprendre sans avoir tous les éléments de la décision. Cependant nous choisissons des secteurs dans lesquels une action ne peut pas être nocive parce que les avantages qu'on peut en attendre sont tellement grands qu'ils excéderont obligatoirement les inconvénients que l'absence d'études nous empêche d'estimer avec une plus grande précision. Mais, dès maintenant, nous avons entrepris de rédiger les grandes lignes de notre action à moyen terme et au début de l'année prochaine nous vous présenterons un programme couvrant tous les secteurs de notre économie.

Actuellement, notre planification n'est pas impérative, elle n'est pas démocratique. Mais, au terme de la période d'organisation, elle aura acquis ses deux caractères. En particulier, nous démocratiserons le plan dès que possible en utilisant toutes les techniques de diffusion, d'explication et d'animation pour obtenir l'adhésion et le concours populaire à nos objectifs. Nous créerons une procédure d'élaboration du plan qui assure un va-et-vient entre les groupes d'unité de production et les services. Pour cela, il nous faut avoir terminé les premières études indispensables et il faut que les unités de production soient elles-mêmes correctement organisées et possèdent des cadres susceptibles d'examiner scientifiquement leurs intérêts particuliers d'entreprises au regard de l'intérêt général.

Je vous ai annoncé un programme plus précis que celui-ci; il couvrira de nombreux secteurs : l'agriculture, naturellement,

ainsi que l'industrie, les relations financières et économiques extérieures, la politique monétaire et financière, la formation des hommes, l'aménagement du territoire, les structures administratives d'intervention économique.

Dès maintenant, je puis dire par exemple que dans l'agriculture, notre planification prendra pour objet la réorganisation du secteur socialiste, le progrès du secteur traditionnel, l'intégration de l'agriculture dans l'économie du pays et des actions de développement. L'intégration en particulier doit être réalisée par une politique de substitution de spéculations agricoles en fonction des besoins de l'industrialisation et du commerce extérieur. Le développement de l'agriculture reposera sur des actions techniques telles que la résorption des jachères et la modification des assolements, la rénovation rurale, la petite hydraulique, l'aménagement des steppes, le développement de l'arboriculture, la restauration de l'élevage. Il reposera aussi sur les actions financières telles que la réorganisation du crédit agricole et sur des actions humaines telle que la mobilisation du travail et la formation massive de cadres agricoles. Ce n'est que dans ce contexte économique que notre réforme agraire prendra tout son sens.

Dans le domaine industriel, nous étudierons les projets nouveaux, et nous attacherons une particulière importance à la pétrochimie et aux matières nouvelles qui en sont dérivées. Mais, indépendamment des projets nouveaux, nous voulons surtout organiser grâce à une institution nouvelle de sous-traitance les rapports interindustriels dans un contexte national. Cette institution prendra selon les branches d'activités, des formes d'organisation adéquates, le principe étant que le rôle de l'Etat doit y être prépondérant, allant jusqu'à la création de sociétés commerciales. Nous voulons que les consommations intermédiaires des entreprises portent sur des produits nationaux chaque fois que ce sera possible de les produire dans le pays à des conditions de prix qui n'obèrent pas la rentabilité des secteurs approvisionnés.

Dans le domaine de la formation, sans porter atteinte à la valeur des cadres supérieurs que nous formerons par les moyens classiques, il faut mettre sur pied un système de formation massive de cadres qui soit capable d'utiliser toutes les compétences au service du progrès de la Nation. C'est ce qui sera fait dès cette année. Voir :

- Accord russe et autres
- Budget Equipement

Dans le domaine des finances publiques, nous devons adapter nos institutions financières à nos moyens en cadres et en capitaux et aux structures nouvelles de notre économie.

Il convient d'assainir plus encore le train de vie de l'Etat en conformité avec les ressources dont dispose la Nation.

Les capacités contributives des agents économiques ne sont pas illimitées. Aussi nous faut-il aller au fond des problèmes en s'attaquant aux données de base de notre équilibre financier.

En la matière, l'entreprise d'assainissement comporte forcément plusieurs dimensions qui touchent à notre organisation administrative, au niveau de l'activité économique et au système fiscal.

En particulier celui-ci a déjà fait l'objet d'aménagements importants que l'on retrouve dans la loi de finances.

Le but poursuivi est triple : simplifier les procédures, permettre une meilleure rentabilité de l'impôt et assurer une redistribution des ressources au profit des couches sociales les plus défavorisées.

Mais ceci ne va pas sans une certaine discipline de tous les contribuables, au civisme desquels je fais solennellement appel, afin qu'ils comprennent que l'impôt n'est pas une simple obligation mais un véritable devoir qui permet à chacun de concourir à l'immense entreprise d'édification d'une Nation moderne.

Toujours dans le domaine financier, il conviendra de réorganiser l'ensemble du système du crédit de manière à lui permettre de faire face aux besoins de l'Economie telle qu'elle résulte de nos structures actuelles.

La socialisation d'une masse importante de la production a rendu pratiquement inutilisables les circuits traditionnels de financement qui se sont trouvés d'une part, inadaptés aux problèmes nouveaux et, d'autre part, paralysés par des charges anormales dues en particulier au « poids des impayés ».

Mais ce ne serait pas attacher suffisamment d'importance à notre participation que de continuer à esquisser les contenus des programmes amorcés alors que ceux-ci vous seront remis intégralement lorsque leur rédaction en sera achevée.

Ces orientations nouvelles que nous vous présenterons aujourd'hui sont réalistes, elles ne vous promettent pas monts et merveilles. Mais ne vous y trompez pas, elles sont aussi grandioses et dignes de notre peuple. C'est par son organisation que le socialisme sera irréversible. C'est un véritable appel aux armes adressé à un peuple qui sort de 8 ans de guerre contre le colonialisme. Il faut reprendre la guerre mais, cette fois-ci contre la misère, la faim, l'ignorance, la maladie et d'elle nous triompherons encore. Cette guerre, nous la mènerons comme l'autre, dans la fraternité. Et la fraternité de la sueur est quand même plus douce que celle du sang.